24 HEURES EN RÉGION

Blanquefort (Gironde) le 25 juillet 2019. Malgré le combat des salariés, l'usine Ford fermera en octobre de cette année-là.

MAXPPP/PHOTOPQR/« SUD OUEST »/BONNAUD GUILLAUME

Vie et mort d'une usine

Ford à Blanquefort (Gironde), c'est bel et bien fini. La démolition de l'usine, qui a accueilli jusqu'à 4 500 salariés, vient de démarrer sur fond d'amertume.

PAR DENIS GRANJOU

ALORS QUE les travaux de démantèlement du site Ford de Blanquefort (Gironde) ont démarré il y a quelques jours, le géant américain de l'automobile vient d'annoncer un investissement record de 1 milliard de dollars dans son usine de Cologne, en Allemagne, pour qu'elle produise d'ici dix ans les voitures électriques de la marque qui seront vendues en Europe.

Une annonce qui suscite l'amertume des anciens salariés du site : 850 personnes ont été licenciées en 2019 et 250 d'entre elles n'ont toujours pas retrouvé un emploi. « J'ai mal au cœur quand je vois tous ces engins de chantier faire place nette », soupire Jean. Il est venu faire quelques photos pour garder un souvenir de cette usine où il a travaillé pendant vingt-cinq ans.

Le chantier de démolition est colossal. Il faut extraire 227 t de mobilier et 130 t d'acier, sans oublier des opérations de désamiantage. « Nous surveillons de près cette opération, précise Véronique Ferreira, la maire PS de Blanquefort. Nous n'avons aucune communication avec Ford mais nous savons juste que tout doit être fini d'ici à la fin 2021. Ensuite se posera la question de la vente de cet immense terrain de 70 ha. Je ne me fais pas d'illusion en tant que maire d'une petite commune face à un tel groupe mais nous serons là. »

« Nous aurions pu fabriquer ces voitures électriques »

« Quand j'ai vu les patrons de Ford qui bombaient le torse en détaillant cet investissement, j'ai repensé à ces années de combat. Nous nous battions car nous savions qu'un avenir était possible ici. Nous avons perdu mais cette annonce prouve aussi que nous avions raison », constate Gilles, syndicaliste et ex-responsable du comité d'entreprise de l'usine.

Dans le local du CE qui jouxte l'usine, il ne reste qu'un ordinateur et une photocopieuse. Ici et là traînent encore des vieux combinés téléphoniques, des tracts appelant à manifester et une silhouette en carton de Teddy Riner, ex-égérie publicitaire de la marque, portant un tee-shirt « Non à la casse industrielle ».

« Nous étions 4 500 au plus fort de notre activité. C'était une vraie ruche », se souvient Yolaine. Elle conduisait des machines sur les chaînes de production des boîtes automatiques : « Ce qui se passe en Allemagne, ça nous met la rage. On se dit que nous aurions nous aussi pu fabriquer ces voitures électriques. » Isabelle, 55 ans, ex-cadre, n'a pas retrouvé d'emploi : « Je n'en veux pas aux travailleurs allemands. Mais quand Ford n'aura plus besoin d'eux, ils seront traités comme nous… »

Aujourd'hui, seul le local de l'ancien CE est toujours debout, avec juste devant ses fenêtres deux Algeco où travaillent encore le directeur des ressources humaines et deux secrétaires. « Il expédie les affaires courantes, explique Gilles. Il doit partir à la retraite à la fin du mois. Après lui, il n'y aura vraiment plus personne. »

ET AUSSI

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
RECRUTE SPÉCIALISTES
Une délégation du conseil départemental de l'Yonne s'est rendue hier en Saône-et-Loire pour découvrir le centre départemental de santé qui s'appuie sur 60 médecins généralistes salariés, avec déjà 170 000 consultations pour 19 000 patients qui avaient du mal à obtenir des rendez-vous. La Saône-et-Loire veut maintenant recruter des spécialistes. Vingt se sont montrés intéressés et sept sont en voie de contractualisation en gynécologie, pédiatrie, psychiatrie et tabacologie.

BRETAGNE
2 € LA POULE !
L'annonce fait le buzz et le tour des réseaux sociaux. Cet éleveur de Lescouët-Gouarec (Côtes-d'Armor), qui va devoir cesser son activité le 23 mars, vend officiellement ses 4 000 poules pondeuses… à 2 € par tête. Il offre même une sixième poule à ceux qui lui en réservent cinq…

CENTRE - VAL DE LOIRE
PAPIER TOILETTE, TOUJOURS PLUS
Le principal site de production de papier toilette d'Essity (Lotus, Moltonel) à Gien (Loiret) vient de recevoir une nouvelle tour de séchage plus performante. La capacité va ainsi augmenter dans cette usine qui fabrique 2,6 millions de rouleaux chaque jour, et 7 millions de mouchoirs. Depuis le coup de chaud de l'an passé, lorsque les Français se sont rués sur ce produit de première nécessité à la faveur du confinement, l'effectif de l'usine giennoise a grimpé de 450 à 480 salariés.

CORSE
CORSICA FERRIES INDEMNISÉ
La cour administrative d'appel de Marseille vient de condamner la Collectivité de Corse à payer une indemnité de 86,3 millions d'euros (M€) à Corsica Ferries. La procédure avait débuté en 2007 sous le spectre de la concurrence déloyale à la suite de l'attribution d'une délégation de service public à la SNCM. Disparue en 2016, cette compagnie ne peut pas régler la note. C'est donc la région qui va devoir passer à la caisse.

HAUTS-DE-FRANCE
TER A L'ARRÊT
Depuis hier, 23 TER sont suspendus sur le réseau Hauts-de-France en raison du nombre d'employés malades du Covid ou cas contacts. La SNCF relativise : il ne s'agit que d'un ajustement temporaire minime au regard des 1 250 trains qui circulent chaque jour dans la région.

OCCITANIE
ANTICORRIDAS FÂCHÉS
Les opposants à la corrida réunis sous la bannière de l'association Comité radicalement anticorrida (Crac Europe) saisissent le tribunal administratif de Montpellier (Hérault) pour contester deux délibérations du conseil municipal de Nîmes (Gard), qui a accordé une subvention de 200 000 € à la société Simon Casas Production (SCP) qui gère les spectacles taurins. La SCP a bénéficié d'une exonération de redevances de 80 000 € après l'annulation de la feria de Pentecôte et la limitation de la feria des vendanges à une seule corrida avec une jauge financièrement déficitaire de 5 000 spectateurs.

PACA
SOS MONTAGNE
La région Paca a dévoilé hier lors des Assises de la montagne les nouvelles aides destinées aux trois départements alpins alors que les vacances de la zone B viennent de commencer avec toujours des remontées mécaniques fermées. Outre 8 M€ injectés en urgence pour les entreprises du deuxième domaine skiable français, la région a promis un plan ambitieux d'investissements dans les deux ans pour « une alternative crédible au tout-ski ».

PAYS DE LA LOIRE
UN CHÈQUE À LA CULTURE
La ville de Nantes (Loire-Atlantique) annonce un nouveau budget de 1 M€ pour soutenir les professionnels et la création culturelle. Cette aide vise trois secteurs : le maintien des emplois avec un fonds de 450 000 €, les opérations « hors les murs » et les 10 théâtres privés de la ville. Ces derniers, qu'ils soient associatifs ou commerciaux, se partageront une aide de 200 000 €.